



COMMUNE DE BULLES
HAMEAU DE LORTEIL
SECURISATION RD151 ET
REFECTION RUE DU CALVAIRE

[C.C.A.P.]
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES

MCOI

10, RUE LÉONARD DE VINCI - P.A.E DU TILLOY - 60000 BEAUVAIS
TÉL: 03.44.81.74.37 - CONTACT@MCOI.FR

COMMUNE DE BULLES

—

HAMEAU DE LORTEIL

TRAVAUX DE SECURISATION DU CARREFOUR RD151 ET REFECTION DE LA RUE DU CALVAIRE

—

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

0 - LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DU CCAP	4
1 - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Observations	4
1.2 Groupements d'entreprises	4
1.3 Sous traitance	6
2 - PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES	7
2.1 Pièces contractuelles	7
2.2 Pièces annexes	7
2.3 Pièces rendues contractuelles à l'issue de la période de préparation	7
2.4 Documents de prescriptions techniques générales	7
2.5 Ordres de service et Bons de Commandes	8
3 - NATURE ET COMPOSITION DES PRIX	8
3.1 Modalités de calcul des prix	8
3.2 Frais divers	8
3.3 Frais relatifs à la vérification préalable	8
3.4 Assurances	8
3.5 Maîtrise de chantier	9
3.6 Dépenses communes complémentaires	9
3.7 Frais d'hygiène et sécurité	9
3.8 Essais des matériaux, des matériels et des installations	9
4 - VARIATION DANS LES PRIX	9
4.1 Prix d'origine (mois Mo)	9
4.2 Actualisation	9
4.3 Révision des prix	9
4.4 Calcul des révisions	9
4.5 Modification du marché	10
5 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES	10
5.1 Délais contractuels d'exécution	10

5.2	Pénalités	11
5.3	Primes d'avance	12
6 -	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	12
6.1	Période de préparation	12
6.2	Documents à établir pendant la période de préparation par l'entreprise générale ou le titulaire d'un lot	12
6.3	Constat des lieux- Implantation	13
6.4	Chantier en milieu habité	13
6.5	Plans d'exécution des entreprises	14
6.6	Compte prorata éventuel	14
6.7	Consommation sur immeuble existant	14
6.8	Locaux mis à disposition	14
6.9	Maintien en état de propreté des parties communes	14
7 -	EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE	14
7.1	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux	14
7.2	Modification au marché	15
7.3	Rendez-vous de chantier - Compte-rendu de chantier	16
7.4	Panneaux de chantiers	16
7.5	Présentation des échantillons	16
6.	Matériaux fournitures	16
7.	Stockage de matériel et matériau	16
7.8	Examens - Essais - Contrôles	16
7.9	Conformité	16
7.10	Personnels de chantier	16
7.11	C.I.S.S.C.T.	16
8 -	RECEPTION	17
8.1	Demande de réception	17
8.2	Opérations de réception	17
8.3	Refus de réception	17
8.4	Prise de possession anticipée	18
8.5	Garantie de parfait achèvement	18
8.6	Procédure de levée des réserves et de constatation des réfections effectuées au cours du délai de parfait achèvement	18
8.7	Garantie décennale et garantie de bon fonctionnement	18
9 -	ASSURANCES	18

9.1	Obligation d'assurance	18
9.2	Déclaration de sinistres	19
9.3	Attestation de déclaration d'ouverture de chantier	19
10 -	ETABLISSEMENT DES COMPTES	19
10.1	Base du règlement des comptes	20
10.2	Provision pour réserves	20
10.3	Travaux non prévus	20
10.4	Situations mensuelles, acomptes	20
10.5	Mémoire et décomptes définitifs	20
11 -	FINANCEMENT ET GARANTIES	21
11.1	Cautionnement - Retenue de garantie	21
11.2	Acomptes sur approvisionnements	22
11.3	Nantissement	22
11.4	Avance de démarrage	22
12 -	MESURES COERCITIVES - RESILIATION	22
12.1	Mesures coercitives	22
12.2	Cas de résiliation	23
13 -	DISPOSITIONS DIVERSES	25
13.1	Propriété industrielle	25
13.2	Objets trouvés dans les fouilles	25
13.3	Documents de récolement	25
13.4	Mise au courant du personnel de gestion	25
13.5	Contestations - Arbitrage	25
13.6	Attribution de juridiction	26
13.7	Domiciliation des parties	26
13.8	Déroghations au C.C.A.G.	26
14 -	CONDITIONS PARTICULIERES	26

0/ LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DU PRESENT CCAP

Les travaux objet du présent CCAP se dérouleront à l'adresse suivante :

**Commune de BULLES
3 Rue des Telliers
60130 BULLES**

Ils concernent la réalisation des travaux :

**HAMEAU DE LORTEIL
TRAVAUX de SECURISATION DU Carrefour RD151 et Réfection de la rue du Calvaire**

La durée d'exécution du marché public ou de l'accord cadre est de 2 mois compris période de préparation.

Il commence à la date de l'ordre de service de démarrage des travaux.

1/ DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Observations

Les documents écrits et graphiques constituant le dossier Marché ont pour objet de renseigner l'Entreprise sur la nature des travaux effectués, leurs quantités, leurs qualités, leurs dimensions et leurs emplacements. Ces documents ne sont remis qu'à titre indicatif et n'ont pas un caractère limitatif. Toutes prestations indiquées sur les pièces graphiques, qui ne seraient pas décrites dans le devis descriptif, ou inversement, seront dues par les Entreprises contractantes, de la même façon que si ces indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les documents graphiques.

Les Entreprises devront exécuter, comme étant prévu dans l'offre, sans exception et sans réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables à l'achèvement complet des ouvrages, selon les règles de l'art, les normes, décrets et textes en vigueur.

1.2 Groupelements d'entreprises

1.2.1 Principes

Au sens du présent document des entrepreneurs sont considérés comme groupés s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Il existe deux sortes d'entrepreneurs groupés : les entrepreneurs groupés solidaires et les entrepreneurs groupés conjoints.

Les entrepreneurs groupés sont solidaires lorsque chacun d'entre eux est engagé pour la totalité du marché et doit palier une éventuelle défaillance de ses partenaires : l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis à vis du maître de l'ouvrage, de la personne responsable du marché et du Maître d'oeuvre, pour l'exécution du marché.

Les entrepreneurs groupés sont conjoints lorsque, les travaux étant divisés en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs, chacun d'eux est engagé pour le ou les lots qui lui sont assignés; L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage jusqu'à la date, définie à l'article 44.1 du CCAG, à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis à vis du maître de l'ouvrage de la personne responsable du marché et du Maître d'oeuvre, pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs en assumant les tâches d'ordonnancement et de pilotage des travaux.

Dans le cas où l'engagement n'indiquerait pas si les entrepreneurs groupés sont solidaires ou conjoints :

- Si les travaux sont divisés en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs et si l'un de ces derniers est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, les entrepreneurs sont conjoints.
- Si les travaux ne sont pas divisés en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs et si l'un de ces derniers est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, les entrepreneurs sont solidaires.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

1.2.2 Procédure en cas de défaillance

1.2.2.1 Résiliation du marché d'une entreprise

En cas de résiliation du marché de l'une des entreprises groupées, le mandataire commun doit prendre les mesures nécessaires pour que les travaux correspondants soient exécutés aux conditions initiales du marché de l'entrepreneur défaillant conformément au C.C.A.G.

Les mesures proposées par le mandataire commun sont approuvées par le maître de l'ouvrage de la façon suivante :

Si le mandataire commun ou l'une des entreprises groupées propose de prendre à sa charge les travaux de l'entrepreneur défaillant qui restent à exécuter, un avenant est passé au marché de l'entreprise intéressée.

Si le mandataire commun propose une nouvelle entreprise pour exécuter les travaux de l'entrepreneur défaillant, celle-ci doit produire une lettre d'accord et il est passé avec elle un marché dans les conditions définies au C.C.A.G. Dans ce cas, un avenant de régularisation doit être passé au marché du mandataire commun.

Si dans le délai d'un mois après la résiliation du marché de l'une des entreprises groupées, le mandataire commun n'a proposé aucune mesure acceptable par le maître de l'ouvrage, il est fait application envers le mandataire commun des mesures prévues au 1.2.2.2 ci-dessous.

A ce titre, également, il demande la réception des ouvrages dans les formes prévues au C.C.A.G. et présente les avenants éventuels aux marchés.

1.2.2.2 Défaillance du mandataire commun dans sa mission

Si le mandataire commun des entreprises groupées, en tant que représentant de ces dernières, ne satisfait pas, dans un délai de quinze jours, à une mise en demeure lui prescrivant de se conformer aux obligations qui lui incombent au titre de la mission qui lui est confiée, le maître de l'ouvrage peut lui retirer sa qualité de mandataire et demander aux entreprises groupées de désigner un autre mandataire dans un délai d'un mois.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage peut décider de poursuivre les travaux avec les mêmes entreprises, qui seront dès lors considérées comme séparées.

1.2.2.3 Défaillance du mandataire commun en tant qu'entrepreneur

Les entreprises groupées peuvent proposer au maître de l'ouvrage un remplaçant au mandataire défaillant pour poursuivre ses travaux aux mêmes conditions de prix.

Si ce nouvel entrepreneur est accepté par le maître de l'ouvrage, il est fait application des dispositions de l'article 1.2.2.2 ci-dessus pour la désignation du nouveau mandataire commun des entreprises groupées.

Si l'entrepreneur proposé par les entreprises groupées, en application de l'alinéa ci-dessus, n'est pas accepté par le maître de l'ouvrage, ou si les entreprises n'ont pu faire aucune proposition dans le délai d'un mois après la résiliation du marché du mandataire commun, le maître de l'ouvrage peut lui retirer sa qualité de mandataire et demander aux entreprises groupées de désigner un autre mandataire dans un délai d'un mois.

1.2.2.4 Affectation des sommes

Dans les cas énoncés aux art. 1.2.2.2 et 1.2.2.3 ci-dessus, dès lorsqu'il y a nomination d'un nouveau mandataire les sommes prévues par le mandataire initial pour l'exercice de cette mission et non encore payée sont alors automatiquement affectées au nouveau mandataire. Si celles-ci sont insuffisantes, les entrepreneurs groupés pourvoient aux compléments nécessaires par versements au compte prorata.

Si la nomination d'un nouveau mandataire n'est pas possible, les sommes prévues pour la mission de mandataire viennent en déduction des sommes dues au mandataire défaillant.

1.3 Sous-traitance

1.3.1 Principes

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

Il pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve des conditions fixées ci-après.

Lors de la signature du marché, l'entreprise retenue est tenue de préciser au Maître d'Ouvrage la partie des travaux qu'elle entend sous-traiter et devra proposer dans le même temps la liste des entreprises sous-traitantes à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Toutefois, si l'entreprise désire sous-traiter d'autres travaux en cours de chantier, et ce jusqu'à la réception des ouvrages, elle est dans l'obligation de le signaler immédiatement au Maître d'Ouvrage en lui proposant une ou plusieurs entreprises à son agrément, selon les modalités ci-dessous énumérées.

1.3.2 Procédure d'agrément

L'agrément du Maître d'Ouvrage, s'il est donné, ne pourra résulter que de l'autorisation écrite évoquée au paragraphe précédent, adressée à l'entrepreneur principal avec copie au sous-traitant agréé.

Cette autorisation, si elle est accordée, ne pourra intervenir qu'après notification par l'entrepreneur principal au Maître de l'Ouvrage d'un document indiquant :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale de l'entreprise sous-traitante proposée ;
- la nature, l'étendue, et le coût des prestations dont il envisage la sous-traitance ;
- les certificats de qualification du sous-traitant ;
- les attestations d'assurances biennale, décennale et responsabilité civile ;
- la justification que le sous-traitant a été informé que l'agrément ne pourrait résulter que d'une autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, dont la copie lui serait adressée ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance précisant notamment :
 - . le prix du marché sous-traité,
 - . les modalités de calcul et de versement des acomptes,
 - . la date ou le mois d'établissement des prix, la ou les formules de révision retenues,
 - . les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfection et retenues diverses,

- . le compte à créditer,
- la copie de l'engagement de caution conforme aux dispositions de l'article 14 et 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

1.3.3 Paiement direct

Le paiement direct des sous-traitants sera réalisé dans les conditions du Code de la Commande Public du 1^{er} Avril 2019.

2/ PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles, désignées ci-dessous et qui constituent le marché, prévalent les unes contre les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

1. L'Acte d'Engagement,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (C.C.A.G. Travaux)
- 03 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- 04 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- 05 Le quantitatif estimatif établi par le Maître d'œuvre (D.Q.E.),
- 06 La Norme française NF P-03-001 actualisée septembre 1991 (CCAG), non jointe au dossier mais réputée connue de l'entreprise.

2.2 Pièces annexes à fournir à l'appui de l'Acte d'Engagement :

2.2.1 Le quantitatif-estimatif établi par le maître d'œuvre.

Hormis le cas où il serait convenu aux conditions particulières (article 14) d'un marché à prix unitaire, la décomposition du prix telle qu'établie dans les DQE ou bordereaux de prix unitaires ne vaut que pour l'établissement des décomptes mensuels, ou, le cas échéant, pour les travaux modificatifs demandés par le maître de l'ouvrage.

2.2.2 De plus sont jointes au marché les pièces annexes éventuelles suivantes : (voir 14 - Conditions particulières)

Sans objet.

2.3 Pièces rendues contractuelles à l'issue de la période de préparation

Calendrier d'exécution.
Les plans d'exécution.

Le calendrier est établi dans les conditions fixées à l'article 5.1 du présent cahier.

2.4 Documents de prescriptions techniques générales

Pour tout ce qui n'est pas spécifié au présent C.C.A.P. ou aux documents auxquels il se réfère, l'entrepreneur est soumis aux documents de prescriptions techniques générales tels que les normes françaises, les D.T.U., les règles de calculs éditées par le C.S.T.B., les normes U.T.E. et U.S.E., et les documents relatifs aux Avis Techniques.

Il doit, en outre, s'assurer de la conformité de l'ouvrage aux divers règlements de construction et de sécurité en vigueur au jour de la signature du marché.

2.5 Ordres de service et Bons de commandes

Par dérogation aux articles 3.7, 3.8 et 13.2 du C.C.A.G., les ordres de service ou bons de commande seront signés par le maître de l'ouvrage dans les conditions ci-dessous.

- Seront visés par le Maître de l'ouvrage l'ordre de service ou bon de commande prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptible d'entraîner une modification, soit en plus, soit en moins, du montant de chaque marché et/ou une incidence sur le déroulement des travaux.
- Seront signés par le Maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatif à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution.

L'entrepreneur doit accuser réception de tous les ordres de service qui lui sont transmis dans un délai de 7 jours francs ou de 24 heures dans le cas d'ordre (s) de service stipulant un tel délai pour des motifs de sécurité ou d'urgence dûment motivés (dérogation à l'art. 19 du C.C.A.G. quant aux délais). Le défaut d'accusée réception dans les délais ci-dessus vaut acceptation sans réserve des stipulations desdits ordres de service.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés à l'entrepreneur principal qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

3/ NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

3.1 Modalités de calcul des prix

Le marché est passé à prix défini à l'article 14 - Conditions particulières, dans les conditions définies à l'article 4 ci-après.

3.2 Frais divers

Les prix comprennent toutes les dépenses afférentes à la bonne exécution du marché, (taxes, impôts, frais généraux, frais d'étude, frais de prorata, etc...).

3.3 Frais relatifs à la vérification préalable

L'entrepreneur devant le complet et parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art, est sensé avoir, préalablement à la remise de son offre, vérifié et analysé sous sa seule responsabilité :

- l'ensemble des données du dossier de consultation des entreprises,
- l'ensemble des conditions et contraintes d'exécution.

3.4 Assurances

L'entrepreneur est tenu de souscrire une police d'assurance "Responsabilité civile Chef d'Entreprise" ainsi qu'une police couvrant les responsabilités encourues par les constructeurs et d'en justifier la validité à toute demande du Maître d'Ouvrage.

Les spécifications relatives à ces assurances sont précisées à l'article 9 du présent C.C.A.P.

3.5 Maîtrise de chantier

Dans le cas de marché traité en entreprise générale, la proposition de l'entreprise inclura les frais de maîtrise de chantier.

3.6 Dépenses communes complémentaires

Sans objet.

3.7 Frais d'hygiène et sécurité

Le présent marché est, en raison de ses caractéristiques, soumis à la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité des chantiers édictée par les articles L 235-2 et suivants du Code du Travail, la Loi N°93-1418 du 31/12/1993 et son décret d'application N°94-1159 du 26/12/1994.

Il appartient à l'entrepreneur de prévoir dans l'établissement de ses prix les frais résultant de ces différentes réglementations et notamment ceux qui sont relatifs aux obligations réglementaires.

3.8 Essais des matériaux, des matériels et des installations

Ces essais sont à prendre en compte par l'entrepreneur et font partie intégrante de son prix.

4/ VARIATION DANS LES PRIX

4.1 Prix d'origine (mois Mo)

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques et des taxes en vigueur au mois de **MAI 2025**.

Les valeurs Mo initiales des paramètres d'indice zéro sont celles correspondant audit mois qu'elles soient ou non connues lors de la remise de l'offre.

4.2 Actualisation

Sans objet

4.3 Révision des prix

Le marché n'est pas révisable.

4.4 Calcul des révisions

Sans objet.

4.5 Modification du marché

Les dispositions du CCAG sont seules applicables.

5/ DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

5.1 Délais contractuels d'exécution

5.1.1 Par dérogation au C.C.A.G., le délai global d'exécution de la totalité des travaux est fixé à l'article 14 - Conditions Particulières.

5.1.2 Le calendrier d'exécution peut, à la demande du Maître d'Ouvrage, prévoir des dates de livraison partielle des ouvrages définis dans le marché.

Les dates définies sont impératives, individuellement et dans l'ordre indiqué, le différé d'une livraison ne pourra autoriser un décalage quelconque des autres livraisons.

Le calendrier d'exécution indiquera également les dates de début de travaux et durées d'intervention de chacun des corps d'état ; celles-ci devront être observées.

5.1.3 Les délais comprennent

- la fabrication des plans d'exécution éventuels.
- les délais d'approvisionnement nécessaires à la réalisation du chantier,
- la période de préparation du chantier,
- les jours fériés légaux,
- les congés payés légaux,
- les intempéries prévisionnelles (20 jours ouvrables par an),

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours ouvrés

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le Maître d'Œuvre, les délais d'exécution des travaux seront prolongés, par voie d'ordre de service, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-dessous dépassera les intensités et durée limites ci-après :

- gel : lorsque la température sera inférieure à -1°C à 8 heures du matin
- neige : les précipitations cumulées de 0 heures à 24 heures étant supérieures à 5 cm
- pluie : de 6 heures à 18 heures, les précipitations cumulées étant supérieure à 20 mm
- vent : vitesse instantanée supérieure ou égale à 60 km/h entre 6 heures et 18 heures, dans ce cas une demi-journée sera décomptée.

Ces intensités sont celles relevées à la station de la Météorologie Nationale concernée.

Les intempéries doivent être notées et enregistrées sur un cahier spécial, disponible sur le chantier. Elles seront à comparer le cas échéant, aux données de la station météorologique concernée. Les fiches de déclaration d'intempéries doivent être acceptées au préalable par le Maître d'Œuvre, au fur et à mesure des événements.

- la période nécessaire au Maître d'Ouvrage pour réceptionner les ouvrages,

Les prolongations éventuelles de délais accordées par avenant ou définissant de nouveaux délais contractuels d'exécution pour les ouvrages concernés, seront appelés "délais contractuels recalés".

5.2 Pénalités

5.2.1 Retards d'exécution

Dès qu'un retard sera constaté par rapport au calendrier d'exécution, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué sur la situation de l'Entreprise responsable du retard, une pénalité par jour calendaire de retard dont le montant sera fixé à l'article 14 - Conditions particulières.

Cette pénalité sera supprimée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et seront déduites du montant des travaux.

5.2.2 Retards de livraison

Tout retard dans la livraison des ouvrages sera pénalisé dans les conditions fixées à l'article 14 - Conditions particulières par jour calendaire de retard, et ce jusqu'à la levée des réserves éventuelles, par simple constatation d'un retard avec le calendrier d'exécution contractuel.

Les livraisons s'entendent par ouvrage défini au planning d'exécution. Ces pénalités s'ajoutent à celles visées au paragraphe précédent.

5.2.3 Pénalités pour retard dans la remise des documents et échantillons

Pour tout retard dans la présentation des pièces "marché", de tous plans, tous documents, échantillons, etc..., une pénalité de **100,00 Euros H.T.** par jour calendaire de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

5.2.4 Pénalités pour absence ou retard au rendez-vous de chantier

Toute absence ou retard au rendez-vous de chantier sera sanctionné par les pénalités suivantes :

- retard : **50,00 Euros H.T.**
- absence : **100,00 Euros H.T.**

Le remplacement de l'Entrepreneur par un collaborateur non qualifié pour engager la responsabilité de l'Entreprise sera considéré comme absence et pénalisé comme telle.

5.2.5 Pénalités pour non respect des procédures de prévention

Tout manquement à la procédure de prévention mise en place sur le chantier par le coordonnateur Sécurité et protection de la santé entraînera l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité d'un montant de **150,00 Euros H.T.**

En cas de récidive, le marché pourra être résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage sans que l'entreprise ou ses ayants-droits puissent prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de manquement grave nécessitant un arrêt de chantier, l'entreprise pourra se voir imputer le coût consécutif de celui-ci.

5.3 Primes d'avances

Une avance forfaitaire est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance sera accordée tranche par tranche.

Son montant en prix de base est égal à 5 % du montant des prestations dont l'exécution est prévisible dans les 12 premiers mois du marché.

Conformément au Code de la Commande Publique, ce montant n'est pas soumis à variation des prix.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Si cette garantie est constituée après la date génératrice du mandatement de l'avance, le délai d'un mois est compté à partir de la date de dépôt de la garantie.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnements) qui figure à un décompte mensuel atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code de la commande Publique pour le versement de l'avance forfaitaire.

-

Le versement de cette avance, dont le montant doit être de 5 % du montant des travaux à exécuter par le sous-traitant au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Avance facultative

Sans objet.

6/ PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation

La période de préparation est pour le présent marché d'une durée fixée à l'article 14 - Conditions particulières.

Elle est englobée dans le planning contractuel des travaux.

6.2 Documents à établir pendant la période de préparation par l'entreprise

- l'échéancier prévisionnel de paiement, y compris révisions estimées éventuelles
- l'établissement et la diffusion des Plans Particuliers de Sécurité et de Prévention de la Santé, lorsqu'ils sont requis, conformément aux articles R238-26 à R238-34 du Code du Travail.
De la même manière l'Entreprise veillera à l'application de la réglementation concernant la communication des P.P.S.P.S. lorsqu'ils sont requis, auprès de ses éventuels sous-traitants.
- les plans d'exécution et de façonnage relevant de la spécialité de l'Entreprise si nécessaire,
- l'étude des détails relatifs à l'exécution des travaux,
- l'élaboration du plan d'organisation et d'installation de chantier précisant notamment l'implantation des aires de stockage des matériaux, les voies utilisées pour l'approvisionnement, les aires de vestiaires et sanitaires éventuelles, etc...

6.3 Constat des lieux - Implantation

L'entreprise devra provoquer, à ses frais, avec les services intéressés (mairie), avant l'exécution des travaux, un constat contradictoire afin de noter toutes remarques utiles concernant l'état des ouvrages avoisinants. Toute détérioration sera reprise en fin de chantier par l'entreprise.

L'entrepreneur a à sa charge les tracés d'implantation, ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

6.4 Chantier en milieu habité

Si le chantier se déroule en milieu habité, des dispositions particulières devront être étudiées dès la phase de préparation du chantier. Il s'agit, sous la conduite du maître de l'ouvrage, ou de son représentant :

↳* D'examiner très précisément les travaux -délais, interface ... et notamment les nuisances qu'ils peuvent engendrer :

- Le bruit, les poussières, ...
- Les coupures d'eau, d'électricité, d'évacuation, ...
- La modification des accès aux bâtiments, aux logements, ...
- Les déplacements de mobilier, de boîtes aux lettres, ...

afin de pouvoir en avertir suffisamment tôt les habitants.

↳ D'organiser l'information des habitants :

- Mise en place des panneaux d'affichage,
- Préparation de notes informatives sur le déroulement des travaux, leurs durées, les nuisances, les choix de prestations possibles et les délais laissés pour ces choix, les personnes à contacter pour les urgences,
- Préparation des modifications d'accès (provisoire ou définitive) avec mises en place de signalisation ad hoc,

↳ D'organiser les modalités spécifiques relatives :

- Au nettoyage du chantier,
- Au maintien permanent des services que les habitants sont en droit d'attendre,
- A l'accès permanent des bâtiments publics et scolaires,
- A la sécurité des habitants, tant celle qui concerne leur personne, que celle qui concerne leurs biens (éviter de faciliter les cambriolages pendant la durée des travaux).

6.5 Plans d'exécution des entreprises

Dans le cas où des plans d'exécution sont nécessaires et qu'il n'y a pas de Maître d'Oeuvre missionné par le Maître d'Ouvrage, les plans d'exécution devront être remis au Maître d'Ouvrage et au Bureau de Contrôle éventuel 15 jours avant la date d'intervention fixée par le planning.

Les entreprises doivent l'établissement de tous les plans de détails, ainsi que tous les plans techniques de réalisations, accompagnés des fiches techniques, P.V. des matériaux utilisés, etc...

6.6 Compte prorata éventuel

Sans objet.

6.7 Consommation sur immeuble existant

Sans objet.

6.8 Locaux mis à disposition

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage met à disposition des entreprises des locaux vides à usage du chantier, l'entreprise s'engage à rendre ceux-ci dans un état équivalent à celui de départ. Un état des lieux de début et fin de chantier sera effectué contradictoirement entre l'entreprise et le Maître d'Ouvrage.

6.9 Maintien en état de propreté des parties des abords d'ouvrages existants

L'entreprise devra procéder à un nettoyage journalier des parties des abords d'ouvrages existants et espaces extérieurs, faute de quoi, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer le dit nettoyage aux frais exclusif de l'entreprise.

7/ EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE

7.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable

L'Entreprise est réputée avoir pour la bonne réalisation :

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités (notamment lors d'intervention en milieu habité),
- procédé à une visite détaillée des lieux, avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès, aux abords, aux constructions voisines et à la topographie,

En cas d'intervention en milieu habité, en cas d'intervention(s) simultanée(s) de plusieurs entreprises, ou en cas d'intervention dans les établissements, dépendances ou chantiers du maître de l'ouvrage entraînant un risque d'interférence dans un même lieu entre les activités, installations et matériels afférents aux parties contractantes, celles-ci devront, en commun et sous le contrôle du coordonnateur de Sécurité et Prévention de la Santé procéder à :

- une inspection préalable,
- une évaluation des risques,
- l'adaptation du Plan Général de Coordination ou la mise en place d'un Plan de Prévention,

en application des articles L.231.1, R.237.1 et suivants du Code du Travail et préalablement à l'exécution du marché.

En cas de présence d'un coordonnateur de Sécurité et Prévention de la Santé, l'Entreprise s'engage pendant la durée du chantier de respecter la réglementation induite du décret d'application de la loi 93-1418 du 31/12/1993 et notamment :

- à faciliter l'intervention du coordonnateur,
- à communiquer et faire respecter (par ses salariés et les salariés des éventuels sous-traitants intervenants sur le ou les lot(s) dont il a la responsabilité) les consignes de sécurité arrêtées par le coordonnateur.

L'entrepreneur s'engage à respecter la réglementation citée ci-dessus et mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires à cette fin.

Il restera dans tous les cas seul responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la sécurité de ses personnels.

7.2 Modification au marché

7.2.1 Modifications par avenant ou par Ordre de Service

Le marché ne peut être modifié à la demande d'une des parties contractantes que par la voie d'avenant ou d'Ordre de Services signé par le Maître d'Ouvrage et l'Entreprise.

7.2.2 Travaux sans autorisation

Si l'Entreprise apporte sans autorisation des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis au marché, le Maître d'Ouvrage peut :

- soit exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, sans préjudice des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant des travaux si ces démolitions, corrections, reprises entraînent une diminution de la qualité finale des travaux.
- soit accepter les travaux modifiés sans modification du prix.

7.3 Rendez-vous de chantier - Compte-rendu de chantier

L'entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'oeuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'Entreprise et donner les ordres nécessaires, séance tenante, au personnel sur le chantier.

Les comptes-rendus du rendez-vous de chantier ont valeur contractuelle.

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit la diffusion de celui-ci. Toute Entreprise non convoquée lors de ce rendez-vous, qui ne formulerait aucune observation, soit par lettre recommandée, soit en venant sans convocation au rendez-vous suivant, est réputée accepter intégralement le compte-rendu précédent.

L'Entreprise est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

7.4 Panneaux de chantier

Compris dans l'installation de chantier

7.5 Présentation des échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons qui lui sont demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le marché. La fourniture de tous les échantillons qui lui sont demandés en vue d'essais prévus au marché ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

De plus, l'entrepreneur est tenu de fournir à la demande tous les échantillons d'appareillages et les prototypes qui lui seraient demandés par le Maître d'oeuvre.

7.6. Matériaux - Fournitures

7.6.1 Justificatifs

L'entrepreneur est tenu de produire, sur demande du maître de l'ouvrage, toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux, éléments ou ensemble.

7.6.2 Vérification - essais

Le maître de l'ouvrage a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur pour les opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d'expédition des fournitures destinées au marché.

7.7 Stockage de matériel et matériaux

L'entrepreneur a, à sa charge, les baraquements et installations diverses nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériaux.

7.8 Examens, essais, contrôles

Tous les essais, contrôles, désinfections demandés par le maître d'ouvrage, maître d'oeuvre, bureau de contrôle, les Services Publics et les Compagnies concessionnaires sont à la charge de l'Entreprise concernée. Ils devront

être effectués dès achèvement des ouvrages concernés. Les procès-verbaux devront être communiqués dans les 48 heures au Maître d'oeuvre.

7.9 Conformité

A la suite de la visite de conformité, les entreprises devront exécuter les travaux demandés à leurs frais et dans les conditions prévues à l'article 8 ci-après.

7.10 Personnels de chantier

Le Maître de l'ouvrage a le droit d'exiger le changement des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité, sans que le maître de l'ouvrage puisse être rendu responsable des conséquences que ces renvois pourraient avoir à l'égard de l'entrepreneur.

7.11 Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail

Il est spécifié que ce chantier n'entre pas dans le champ d'application de l'article L 235.11 du code du travail. Il ne sera donc pas constitué de C.I.S.S.C.T.

8/ RECEPTION

8.1 Demande de réception

Il sera prononcé une réception avec ou sans réserves, dès l'entier achèvement des travaux.

La réception des travaux doit être demandée par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis minimum de deux semaines.

Dans le cas où des essais doivent être exécutés après la mise en service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de résultats de ces essais. Si les essais exécutés ne sont pas concluants, la réception est reportée.

8.2 Opérations de réception

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception assistée du Maître d'Ouvre, et en présence de l'Entrepreneur.

Si la réception est sans réserves, le Maître D'oeuvre dresse sur le champ, sous sa responsabilité, un procès-verbal de réception de ces opérations qu'il vise et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage et qu'il diffuse immédiatement aux parties.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra exécuter les travaux dans le délai défini à l'article 14 - Conditions particulières, suivant le planning établi par le Maître d'Ouvre.

8.3 Refus de réception

En cas de malfaçons ou de défaillances de l'entreprise dûment constatées par le Maître d'Ouvre et explicitées au procès-verbal, le Maître d'Ouvrage, même requis par l'entrepreneur pour faire procéder à la réception des ouvrages, peut s'y refuser.

L'entrepreneur conserve la garde du chantier qu'il y ait ou non prise de possession par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la constatation par procès-verbal, tant de la levée des réserves, que de la remise en ordre complète du chantier.

8.4 Prise de possession anticipée des ouvrages

Dans le cas où les délais contractuels se trouveraient dépassés par la faute exclusive de l'entrepreneur, le Maître d'Ouvrage peut prendre possession des ouvrages non encore entièrement terminés.

Dans ce cas, l'entrée en possession pourra intervenir 15 jours après mise en demeure à l'entreprise d'achever les travaux.

A l'issue de celle-ci, un état des lieux contradictoire détaillé est dressé et remis sur le champ à l'entreprise, à la suite de quoi, le Maître d'Ouvrage peut entrer en possession des lieux. Ceci ne vaut pas réception, celle-ci ne pouvant être obtenue que dans les conditions prévues au 8.2 ci-dessus.

8.5 Garantie de parfait achèvement

L'entrepreneur donnera au Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 1792-6 du Code Civil et sans préjudice du recours aux actions relevant des articles 1792 à 1792-4 du même code, une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un an après la date de réception de l'ouvrage.

Cette garantie l'obligera, outre la levée des réserves visées à l'article 8.2, à la réparation à ses frais et risques de tous les désordres et de toutes les imperfections qui viendraient à se manifester au cours du délai précité et qui lui auront été notifiées par le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception, ou qui auront été constatés au cours des visites. Le délai d'exécution des travaux dont la nécessité aura été constatée ne pourra en aucun cas excéder 1 mois.

Si des désordres ou imperfections, régulièrement notifiés par le Maître d'Ouvrage, n'ont pu être réparés avant l'expiration du délai de parfait achèvement, l'entrepreneur sera tenu de proroger contractuellement sa garantie jusqu'à l'exécution complète des travaux ou prestations nécessaires. Cette prorogation ne sera subordonnée à aucune formalité particulière et résultera de la seule constatation de l'inexécution des travaux et réparations nécessaires.

8.6 Procédure de levée des réserves et de constatation des réfections effectuées au cours du délai de parfait achèvement

Lorsque l'entrepreneur aura procédé aux finitions et réfections contractuellement et légalement dues, il devra en demander la constatation par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'oeuvre.

Les travaux acceptés par le Maître d'Ouvrage devront faire l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Maître d'oeuvre.

8.7 Garantie décennale et garantie de bon fonctionnement

8.7.1 Garantie décennale

Elle sera due dans les conditions prévues par la loi.

8.7.2 Garantie de bon fonctionnement

Les éléments d'équipement, relevant de l'article 1792-3 du Code Civil et qui font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement accordée par l'entrepreneur supérieure à deux années, sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières avec mention de la durée de garantie qui leur est applicable.

9/ ASSURANCES

9.1 Obligation d'assurance

Avant le début des travaux, l'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une police d'assurance de responsabilité civile à garanties illimitées couvrant les dommages causés aux tiers du fait d'une personne salarié ou non, du matériel, des matériaux ou agencements, de l'exécution des travaux ou ouvrages,

- d'une police d'assurance de responsabilité professionnelle couvrant les responsabilités et obligations découlant des articles 1792, 1792.2, 1792.3 du Code Civil. Cette police sera conforme aux dispositions de l'article L241.1 du Code des Assurances.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main levée de caution ne peuvent avoir lieu sans attestation de la compagnie d'assurances intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-avant.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse, de payer directement les primes à la compagnie d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur, majoré de 10% pour frais administratifs.

9.2. Déclaration de sinistres

Dans le cadre des présents marchés, les entrepreneurs sont tenus de déclarer à leurs assureurs tout sinistre relatif à des dommages survenant durant la période de garantie de parfait achèvement, visée à l'article 1792.6 du Code Civil, de nature à entraîner leur responsabilité au regard des articles 1792.2 du Code Civil ainsi que leur garantie au regard de l'article 1792.3 dudit Code.

9.3 Attestation de déclaration d'ouverture de chantier

L'entreprise adressera à sa Compagnie d'Assurances, avant tout démarrage des travaux, une déclaration d'ouverture de chantier lorsque son marché ou les ouvrages, objet du marché, relèveront des dispositions de conditions particulières ou des avenants spéciaux lui imposant cette déclaration préalable. Dans les 30 JOURS suivant l'ouverture du chantier, l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage une lettre de sa Compagnie d'Assurance certifiant que cette déclaration d'ouverture de chantier a bien été faite.

10/ ETABLISSEMENT DES COMPTES

Pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire depuis le 1^{er} janvier 2018, les PME depuis le 1^{er} janvier 2019 et concernera les microentreprises à partir du 1^{er} janvier 2020. Attention, ces structures sont concernées uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

Les catégories d'entreprises sont détaillées à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.)
- le "code service" permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues
- le "numéro d'engagement" qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du Maître d'Ouvrage.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode "flux" correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode "flux" s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS
- un mode "portail" nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- un mode "service", nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

10.1 Base du règlement des comptes

Les situations mensuelles seront établies à partir de l'avancement réel des travaux à fin de mois.

10.2 Provision pour réserves

Au cours des opérations de réception, le montant des travaux nécessaires pour lever les réserves sera estimé par le Maître d'Oeuvre et ne sera réglé à l'entrepreneur qu'après contrôle de la levée de ces réserves.

10.3 Travaux non prévus

Ces travaux ne peuvent donner lieu à une rémunération supplémentaire que si leur exécution a été prescrite par Ordre de Service signé par le Maître d'Ouvrage.

10.4 Situations mensuelles, acomptes

L'échéancier mensuel prévisionnel établi en début de travaux, permet au Maître d'Ouvrage de connaître le montant global des situations mensuelles et d'établir ses prévisions de trésorerie.

Si un planning financier est joint au marché : toute situation cumulative d'un mois déterminé ne pourra être supérieure aux prévisions du même mois du planning financier contractuel.

Le Maître d'oeuvre transmettra au Maître d'Ouvrage, avant le 10 de chaque mois M+1 les décomptes mensuels du mois M en 2 exemplaires. Les projets de décompte établis par l'entreprise seront cumulatifs.

10.5 Situation de travaux et décomptes définitifs

Les situations travaux seront établies par l'entreprise en 3 exemplaires.

10.5.1 Contrôle et acceptation des mémoires définitifs

Le contrôle des décomptes généraux définitifs sera fait par le Maître d'oeuvre et adressé à l'entreprise pour acceptation. Les décomptes généraux définitifs devront être remis au Maître d'Ouvrage dans le délai de 1 mois après la date de réception des travaux.

Le Maître d'Ouvrage adressera à l'entreprise, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 1 mois après réception par lui des décomptes généraux définitifs, ses propositions de décomptes définitifs.

L'entreprise aura un délai d'un mois, sous peine de forclusions pour présenter, le cas échéant par écrit, de façon détaillée et en les motivant, toutes réclamations qu'elle jugerait utiles. Si aucune réclamation n'a été présentée dans ce dernier délai, ou si cette réclamation n'a qu'un caractère de réserve générale, sans précision quant au montant des chiffres contestés et motifs invoqués, les propositions de décomptes définitifs seront considérées comme acceptées sans autre formalité.

En cas de réclamation dans les délais et conditions prévus aux paragraphes précédents, le Maître de l'Ouvrage a un délai d'un mois pour les accepter ou les refuser.

10.5.2 Règlement définitif

Le décompte définitif de l'entreprise ne sera soldé qu'après :

- la levée totale des réserves du dernier ouvrage réceptionné, y compris celles nécessaires à l'obtention du certificat de conformité éventuel,
- la production des plans de récolement et notices techniques auxquels il est fait référence dans l'article 13.3, (dossier des ouvrages exécutés).
- la communication d'une attestation d'assurance de responsabilité conforme aux prescriptions de la réglementation issue de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et d'une attestation de paiement de la prime échue de l'année en cours,

10.5.3 Délais de règlement

Le délai maximum de règlement des acomptes est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Œuvre.

Le délai maximum de règlement du solde est de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le Maître d'Ouvrage.

Le représentant du Maître d'Ouvrage est chargé des vérifications et contrôles concernant les paiements.

11/ FINANCEMENT ET GARANTIES

11.1 Cautionnement - Retenue de garantie

A la retenue de garantie fixée à 5 % peut être substituée une garantie à première demande d'un établissement financier qui devra être remise dans les trente jours suivant la signature du marché.

Si l'entrepreneur remet une caution elle devra porter sur la totalité des lots formant son marché en libération de la retenue de garantie, et sera rédigée suivant la formule donnée en annexe au présent C.C.A.P., la caution renonçant à opposer au Maître d'Ouvrage le bénéfice de discussion et à se prévaloir en conséquence des règles des articles 2022 à 2024 du Code Civil.

11.2 Acomptes sur approvisionnements

Des acomptes pour approvisionnements sur chantier peuvent être accordés suivant échéancier, si le Maître d'Ouvrage le juge utile et après accord préalable. Aucun acompte sur approvisionnements ne pourra être versé sans la remise préalable d'une caution bancaire, solidaire garantissant le remboursement des sommes avancées en cas de défaillance quelconque de l'entreprise. Ces acomptes seront déduits de la première situation de travaux suivante.

L'entreprise devra justifier qu'elle a acquis en toutes propriété et effectivement payé les approvisionnements (matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc...) destinés à entrer dans la composition des travaux qui font l'objet du marché.

Le montant de l'acompte sera fixé à l'article 14 - Conditions particulières.

Sauf accord du Maître d'Ouvrage constaté par avenant, le titulaire du marché ne pourra disposer des approvisionnements pour d'autres travaux que ceux prévus au contrat.

Les matériaux approvisionnés sur chantier ou les matériels en cours de fabrication en atelier devront être couverts par une assurance vols-incendie et la justification devra en être fournie lors de la première demande d'acompte.

Les approvisionnements pour lesquels des acomptes ont été délivrés dans les conditions précisées ci-dessus, constituent sous la garde de l'entreprise, le gage du Maître d'Ouvrage. En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, ils deviendront son entière propriété sans qu'il ait à accomplir de formalité spéciale.

L'acceptation du gage ne constitue en aucune manière une réception anticipée de ces approvisionnements.

11.3 Nantissement

L'entreprise pourra donner ses marchés en nantissement ou les utiliser d'une façon ou d'une autre comme instrument de crédit avec l'assentiment du Maître d'Ouvrage. Aux fins de nantissement, le Maître d'Ouvrage remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement.

11.4 Avance de démarrage

Suivant l'article B4 de l'acte d'engagement.

12/ MESURES COERCITIVES - RESILIATION

12.1 Mesures coercitives

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de services, le maître de l'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par un ordre de service.

Passé ce délai, en cas d'inexécution des dispositions prescrites dûment constatées, le maître de l'ouvrage peut soit ordonner l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, cette régie pouvant n'être que partielle, soit passer un nouveau marché, aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Dans tous les cas, il est procédé immédiatement, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment rappelé, à la constatation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise entre les mains de celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par le maître de l'ouvrage pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas de la régie et pendant sa durée, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres du maître de l'ouvrage. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent éventuellement de la régie ou du nouveau marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur ses garanties, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si la régie ou le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis au maître de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage peut, également, à tout moment, résilier de plein droit le marché dans les conditions ci-après ou saisir la juridiction compétente aux fins de résiliation du marché.

12.2 Cas de résiliation

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du Maître d'Ouvrage, sans que l'entreprise ou ses ayants-droits puissent prétendre à une indemnité quelconque dans les cas suivants :

- décès le l'entrepreneur, sauf le droit pour le Maître d'Ouvrage d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur ;
- dissolution de l'entreprise, si celle-ci est constitué en société ;
- redressement judiciaire, faillite, liquidation des biens , sous réserve de l'application des dispositions de la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985,
- fraude, tromperie grave constatée par le Maître d'oeuvre sur la qualité des matériaux ou la qualité de l'exécution des travaux ;
- récidive au non respect par l'Entreprise des stipulations du Plan Général de Coordination en matière d'hygiène et de sécurité,
- abandon de chantier ou réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier dûment constatées par le Maître d'oeuvre, si la reprise n'en est pas effectuée dans les huit jours calendaires suivant la date de la mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception ;
- sous-traitance, cession, transfert ou apport aux stipulations du marché ; sans l'autorisation du Maître d'Ouvrage ;
- lorsque l'entreprise ne s'est pas conformée aux stipulations du marché ou aux ordres écrits qui ont été donnés, et qu'elle ne s'exécute pas dans le délai de huit jours calendaires, à compter de la date de la lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée à l'entreprise par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Maître de l'Ouvrage peut, également, à tout moment, saisir la juridiction compétente aux fins de résiliation du marché.

12.2.1 Conséquences de la résiliation

Dans tous les cas de résiliations prévues ci-dessus, le règlement des travaux est suspendu jusqu'à la conclusion d'un nouveau marché avec une autre entreprise et les sommes, éventuellement à régler à l'entreprise résiliée, sont calculées conformément aux dispositions ci-après.

12.2.2 Constat et évacuation du chantier

Dans tous les cas de résiliation du marché de l'entreprise, il est procédé par le Maître d'oeuvre, en présence du Bureau de Contrôle, agissant pour les compagnies d'assurances et de l'entreprise intéressée ou ses ayants-droits présents ou dûment appelés à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité à l'inventaire descriptif du matériel et installations de chantier de l'entreprise.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, visé par le Maître d'oeuvre, auquel sont annexés les attachements figurés et dessin d'exécution des ouvrages réalisés, ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le Maître d'Ouvrage à chacune des parties.

L'entreprise ou ses ayants-droits ne peuvent refuser de céder au Maître d'Ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier, et le matériel construit spécialement pour

le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés. La cession est faite au prix convenu au marché ou, à défaut, à ceux fixés à dire d'experts.

L'entreprise défaillante est tenue d'évacuer du chantier et des annexes (hangars, magasins, bureaux,...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le Maître d'Ouvrage, dans le délai de dix jours calendaires à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par l'entreprise d'avoir évacué le chantier dans le délai imparti, le Maître d'Ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante.

L'entreprise doit fournir, sans délai, le détail des primes d'assurance qu'elle a payées au titre des ouvrages qu'elle a réalisés.

12.2.3 Procédure de remplacement de l'entreprise défaillante

Le Maître d'Ouvrage contractera marché avec une nouvelle entreprise qualifiée pour poursuivre les travaux restant à exécuter et présentant les garanties suffisantes.

Aucune modification ne pourra être apportée de ce fait aux obligations des autres entreprises, notamment en ce qui concerne le coût des travaux et les délais d'exécution.

Le surcoût éventuel pour remplacement de l'entreprise défaillante sera à la charge de l'entreprise ou du mandataire commun, dans le cas d'un groupement.

12.2.4 Procédure en cas d'entreprises groupées

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 1.2. du présent C.C.A.P.

12.2.5 Cas de la liquidation des biens et du redressement judiciaire de l'entreprise

En raison de l'intérêt primordial pour le Maître d'Ouvrage de l'exécution du marché dans les conditions économiques et délais prévus, les travaux ne sauront être interrompus ou retardés, même par la liquidation des biens ou de redressement judiciaire de l'entreprise.

En conséquence, au cas où celle-ci se trouverait dans cette situation, le Maître d'Ouvrage aura la faculté de mettre en demeure l'administrateur judiciaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de lui faire savoir, s'il désire poursuivre l'exécution du marché, ainsi que le lui permet l'article 37 de la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985.

Faute de réponse affirmative écrite remise dans ce délai, le marché sera considéré comme résilié de plein droit par l'entreprise et la non-inexécution pourra donner lieu à des dommages et intérêts au profit du Maître d'Ouvrage et dont le montant sera produit au passif de l'entreprise défaillante.

Si l'administrateur judiciaire, dans le délai imparti, déclare pouvoir poursuivre les travaux dans les conditions du présent marché, il indiquera dans sa réponse au Maître d'Ouvrage, le nom de la personne qualifiée chargée de la direction des travaux, et justifiera des moyens financiers mis à sa disposition.

13/ DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Propriété industrielle

L'entreprise déclare qu'elle a bien et dûment la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets qu'elle emploie et, à défaut, s'engage vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, tant en ce qui la concerne qu'en ce qui concerne ses sous-traitants ou fournisseurs éventuels, à acquérir sous sa responsabilité et à ses frais toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

Elle garantit, en conséquence, le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé à ce sujet par des tiers, au cas où lui serait contesté soit la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets mentionnés, soit le droit de les employer s'ils sont couverts par des brevets.

13.2 Objets trouvés dans les fouilles

Sous réserve des droits de l'Etat, le maître de l'ouvrage se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains lui appartenant ainsi que celle des objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver.

13.3 Documents de récolement

En fin de travaux, et au plus tard dans le mois suivant la réception, l'entreprise fournira au Maître d'Ouvrage, en un exemplaire reproductible, une documentation technique complète, plans, notices d'entretien, liste de provenances des diverses fournitures ainsi que les noms et adresses des fournisseurs, notamment pour les installations électriques, ainsi que les plans des ouvrages exécutés de V.R.D. Ces documents devront être certifiés conformes par l'entreprise.

Par ailleurs, après le mois suivant la réception et en cas de non fourniture des dites pièces de récolement, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de les faire effectuer par tout homme de l'art de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

13.4 Mise au courant du personnel de gestion

Sans objet.

13.5 Contestations - Arbitrage

Si un différent survient entre le Maître d'oeuvre et l'entrepreneur, sous forme de réserve à un ordre de service ou sous toute autre forme, l'entrepreneur remet au Maître de l'Ouvrage avec transmission d'une copie au Maître d'Ouvre, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ces réclamations.

Le Maître de l'Ouvrage a un délai de deux mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa proposition à l'entrepreneur.

13.6 Attribution de juridiction

Pour toutes les contestations auxquelles le marché pourrait donner lieu et qui n'auraient pu être réglées par l'éventuel recours à l'arbitrage, il sera fait attribution exclusive de juridiction aux tribunaux compétents du lieu du siège social du Maître d'Ouvrage.

13.7 Domiciliation des parties

Pour l'exécution du marché, les parties font élection de domicile chacune en son siège social.

13.8 Dérogations au C.C.A.G.

Articles du C.C.A.P.	Dérogations à
- ...1.2.1	44.1
- ...2.5	3.7, 3.8, 13.2 et 19

Ces indications sont fournies pour faciliter à l'entrepreneur l'étude des dispositions des divers documents contractuels. L'omission d'une ou plusieurs dérogations ne saurait faire échec aux stipulations de l'article 2.1. ci-avant, relatif à l'ordre de préséance des divers documents contractuels.

14/ CONDITIONS PARTICULIERES

L'ordre de numérotation du détail du présent article reprend l'ordre des articles précédants du CCAP concernés au titre des conditions particulières

2/ PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

2.2.2 De plus sont jointes au marché :

Sans objet.

3/ NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

3.1 Modalités de calcul des prix

Le marché est passé à prix fermes et NON révisables dans les conditions définies à l'article 4.

3.2 Frais d'hygiène et sécurité

Sans objet.

4/ VARIATION DANS LES PRIX

4.1 Calcul des révisions

Voir article 4.4 page n°9 du présent CCAP

5/ DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

5.1 Délais contractuel d'exécution

Le délai global d'exécution de la totalité des travaux est fixé à 2 mois, y compris la période de préparation de chantier.

5.2 Retards d'exécution

Les pénalités de retard sont fixées à 0,20 % du montant du marché par jour calendaire de retard et plafonnées à 5 % du montant du bon de commande engagé, bons de commande groupés compris.

Les retards d'intervention sont fixés à 500 € par jour calendaire de retard.

5.3 Retards de livraison

Tout retard dans la livraison des ouvrages sera pénalisé d° Art. 5.2.1, et ce jusqu'à la levée des réserves éventuelles, par simple constatation d'un retard avec le calendrier d'exécution contractuel.

Les livraisons s'entendent par ouvrage défini au planning d'exécution. Ces pénalités s'ajoutent à celles visées au paragraphe précédent.

6/ PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation

La période de préparation est comprise dans le délai de 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux. Elle est englobée dans le planning contractuel des travaux.

7/ EXECUTION DES TRAVAUX - CONTROLE

7.1 Panneaux de chantier

Prévu dans l'installation de chantier

8/ RECEPTION

8.1 Opérations de réception

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception assistée du Maître d'Oeuvre, et en présence de l'Entrepreneur.

Si la réception est sans réserves, le Maître d'Oeuvre dresse sur le champ, sous sa responsabilité, un procès-verbal de réception de ces opérations qu'il vise et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage et qu'il diffuse immédiatement aux parties.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra exécuter les travaux dans le délai de 15 jours, suivant le planning établi par le Maître d'Oeuvre.

9/ FINANCEMENT ET GARANTIES

9.1 Acomptes sur approvisionnements

En cas d'acompte sur approvisionnement celui-ci sera fonction des nécessités du chantier et suivant décision du Maître d'Ouvrage.

10/ VARIANTE

10.1 Variante

Aucune variante n'est acceptée pour cette opération.

Fait à _____, le _____

L'ENTREPRISE
« Lu et approuvé »